

LE RÉVEIL DU PEUPLE

JOURNAL DES INTÉRÊTS POPULAIRES, FONDÉ PAR UNE SOCIÉTÉ D'OUVRIERS.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

BUREAUX : 90, RUE DE LA HARPE.

PARIS, 18 MARS.

Les impôts sur les feuilles périodiques sont tombés; on a voulu que la presse, libre de toute entrave, pénétrât parmi les citoyens les moins fortunés, pour y porter la lumière de leurs droits et de leurs devoirs. Le nombre des journaux se trouve ainsi plus que doublé; nous n'avons pas craint cependant de faire paraître cette feuille, peu soucieux de profit, et désireux avant tout de servir dans la mesure de nos forces, nos frères et nos concitoyens.

Faite par des enfants du peuple, des hommes qui ne doivent rien qu'à leurs bras ou à leur intelligence, elle sera faite pour le Peuple.

Nous nous efforcerons de voir les événements d'un œil calme;

Là où nous paraîtra le mal, nous porterons le doigt pour montrer la plaie; à ce qui nous semblera bien, nous ne craignons pas d'applaudir, sans parti pris d'éloge ou de blâme.

Voici soixante ans que la France s'est levée en masse pour la première fois. C'était le premier et pénible éveil d'un Peuple après un long sommeil de treize cents ans. Alors ce fut comme un cahos, tant il fallait abattre, tant il fallait reconstruire; inhabile encore à marcher seule, traînée par la terreur dans des flo's de sang, la France se demandait si ce n'était pas acheter la liberté bien cher, qu'au prix de tant de milliers de ses fils. La vieille royauté reparut; d'abord la gloire consola du despotisme, ensuite on crut trouver des garanties chez ceux qu'avait instruit l'infortune. Erreur démontrée deux fois. Pendant cette lutte de la monarchie à l'agonie chez nous, avec la République combattant sans cesse pour repaître jeune et forte, la liberté germée au fond des cœurs, a grandi, s'est développée, et aujourd'hui elle naît de nouveau, deux jours de barricades, et le Peuple s'est réveillé. — Notre journal qui doit son existence à la Révolution, qui applaudit à la liberté, qui se souviendra, qui s'efforcera de tempérer la crise toujours terrible d'une révolution, s'intitule *Le Réveil du Peuple* Dire à chacun ce qu'on lui doit et ce qu'il doit, tracer les limites de la justice pour tous, voilà notre tâche pour que le peuple ne se rendorme plus.

Si notre tâche est bonne, citoyens, prêtez-lui le concours de votre conscience impartiale et sévère.

Dans ce but, notre tribune est ouverte à tous, nous acceptons tous les articles, sans toutefois en prendre la responsabilité.

La Révolution que nous venons d'accomplir est entièrement sociale; elle porte sur deux points bien distincts et qu'il faut se garder de confondre entre eux : Révolution politique et Révolution industrielle. Mais ces deux questions sont si étroitement liées qu'il était impossible

de les disjoindre. L'une était fatalement la conséquence de l'autre.

Le faux principe de l'ancienne société est entièrement détruit, et sur les ruines de l'erreur et du mensonge s'élève aujourd'hui l'édifice de la société nouvelle, qui a pour fondement la vérité et la logique.

Notre magnifique devise : Liberté, Égalité, Fraternité, reçoit chaque jour son application, et nous passons, sans crise, du domaine de la théorie dans le domaine de la pratique.

Le problème politique est résolu en fait, il le sera bientôt en droit, et la conquête de ce droit immense n'aura pas fait couler une goutte de sang au-delà des murs de Paris.

L'application du nouvel ordre social industriel est plus complexe. Ce grand problème ne peut être résolu que par une étude sérieuse et approfondie des faits; l'enquête ne pénétrera jamais trop avant dans ce dédale des intérêts divers qui épuisent leurs forces dans un combat aveugle, se rétrécissent, se paralysent au lieu de s'élargir et de s'harmoniser.

L'ancien ordre de choses avait tellement compliqué les rouages de la machine industrielle qu'elle est sans cesse placée entre ces deux extrêmes : l'inertie ou l'explosion.

Tous les intérêts sont en lutte ouverte; professions et individus. On ne peut accorder un droit aux uns sans nuire en même temps aux autres; et souvent une mesure prise dans un intérêt légitime et par un impérieux besoin tourne directement contre ceux qu'on a voulu favoriser, ou plutôt à qui l'on a voulu rendre un droit usurpé.

C'est ainsi, par exemple, que la réduction des heures de travail, accordée dans le but de protéger le petit fabricant et l'ouvrier contre l'exploitation de la grande fabrique a donné le signal d'une perturbation industrielle et commerciale; donc le résultat actuel est une grande diminution, sinon la cessation complète de travail, seul ressource de l'ouvrier et du petit fabricant. La concurrence de la grande fabrique est devenue plus meurtrière et voici comment.

Depuis fort longtemps, la production dépasse de beaucoup la consommation, les magasins sont abondamment pourvus d'objets fabriqués dans des conditions imposées par le fabricant qui possède à l'ouvrier qui a faim. C'est-à-dire à 20 pour cent au moins de diminution sur le prix de main-d'œuvre ordinaire.

Le petit fabricant, au contraire, obligé de vendre pour pouvoir acheter, n'a pas d'enmagasinage. Or, comme il se trouve dans les conditions d'établir à près de 17 pour cent en plus du prix de main-d'œuvre ordinaire, il a contre lui une concurrence de plus de 35 pour cent sur le prix de revient. Si l'on fait entrer pour moitié la valeur des matières premières, il restera encore une différence de 18 pour cent environ en faveur des objets fabriqués d'avance. En

cet état, il est impossible à celui qui travaille au jour le jour de pouvoir soutenir la lutte.

Par suite de la malveillance des uns et de la panique insensée des autres, le capital numérique s'enfuit ou se cache, la consommation diminue, le producteur qui est lui-même consommateur, est bien forcé de se restreindre, et l'enmagasinage peut fournir pour trois, quatre ou six mois peut-être à la consommation.

Ceci, il est vrai, ne s'applique pas à toutes les industries, mais il en est par malheur un grand nombre placées dans cette catégorie, et l'on n'ose pas envisager sans crainte cette lutte des intérêts et des besoins.

Il ne s'en suit pas de là que le peuple doive abandonner une partie de sa conquête, au contraire, plus le mal est grand plus le remède doit être radical, mais il est indispensable de l'appliquer avec connaissance de cause.

La loi qui doit organiser le travail au profit de tous, doit être établie sur des bases tellement solides que rien désormais ne puisse l'ébranler; mais encore une fois, il faut une enquête générale approfondie et des juges compétents. Les éléments de l'organisation du travail sont tout entier dans les producteurs; il est donc d'indispensable nécessité qu'une notable quantité de travailleurs fassent partie de l'Assemblée Nationale Constituante, afin que les commissions chargées de l'élaboration de la loi, puissent y prendre part à coup sûr et sans aucune ignorance des faits.

Que les travailleurs y prennent garde! De la loi qui nous sera donnée dépendra l'harmonie des intérêts, la satisfaction de tous les besoins, et les liens d'une puissante et durable fraternité.

Les ouvriers peuvent, s'ils le veulent, envoyer un grand nombre de leurs, et le moyen est facile. Tous les ouvriers d'une même profession se réuniraient par fraction de quatre ou cinq cents, soit en nombre, soit par adhésion. Chaque fraction élirait un représentant, et les représentants élus auraient à désigner un d'entre eux, soit par le choix, soit par le sort; ensuite, tous les électeurs porteraient chacun dans l'arrondissement dont il fait partie, le nom du représentant désigné : en tête du bulletin électoral, tous les bulletins dépouillés au chef-lieu du département donneraient un nombre de suffrages de quatre ou cinq mille.

En conséquence, il faudrait que dans chaque profession, il se trouvât au moins dix fractions de 4 ou 500 ouvriers : les professions qui ne compteraient pas ce nombre, se réuniraient à une profession qui lui soit analogue, dont les ressources et les besoins sont semblables, qui, en un mot, agit par les mêmes rouages.

Les agriculteurs, employant ce moyen, l'Assemblée Nationale comptera dans son sein assez d'hommes compétents pour jeter une vive lumière dans la question si difficile à résoudre de l'organisation du travail.

Nous, chétifs nés d'aujourd'hui, nous n'avons pas la ridicule prétention de croire que notre voix dominerait au milieu des grandes voix de la presse. Derniers venus de la famille des journaux démocratiques, nous prions nos frères aînés de venir en aide, en portant pour nous la parole, et en faisant connaître notre plan d'élection à leurs nombreux lecteurs.

CH. PIMPANEAU,

Teneur de Livres, membre du comité central des élections générales.

ACTES OFFICIELS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, égalité, fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Le Gouvernement provisoire au peuple de Paris.

Citoyens,

Le Gouvernement provisoire croit de son devoir de vous remercier de la manifestation si imposante dont vous avez donné hier le magnifique spectacle.

Proclamé, pour ainsi dire, sous le feu du combat et dans le premier moment de la victoire, le Gouvernement provisoire a vu hier ses pouvoirs confirmés par ces deux cent mille citoyens, organisés comme une armée, marchant avec le calme de la puissance, et qui, par leurs acclamations, ont apporté à notre autorité transitoire la force morale et la majesté du souverain.

Peuple de Paris, vous avez été aussi grand dans cette manifestation, si régulière et si bien ordonnée, que vous aviez été courageux sur vos barricades.

Le Gouvernement provisoire veut que tous les citoyens exercent que la Garde nationale ne soit pas seulement en principe, mais en fait, le peuple armée.

Déjà, le nombre des gardes nationaux, qui était, au 1^{er} février, de cinquante-six mille sept cent cinquante et un, forme aujourd'hui un effectif de cent quatre-vingt-dix mille deux cent quatre-vingt-dix-neuf.

Quels hommes, quels partis seraient assez insensés pour espérer de faire prévaloir des idées à jamais ruinées, en présence de cette force démocratique, qui, établie d'abord dans la capitale, le sera bientôt dans tous les départements.

Le Gouvernement provisoire, qui a voulu donner aux citoyens le temps nécessaire pour se faire inscrire sur les listes électorales, veut aussi que les citoyens puissent se réunir, s'entendre, discuter les candidatures et arrêter le choix de tous les officiers. Ce désir, qui nous a été exprimé par la population, nous semble d'autant plus raisonnable, qu'avec un effectif presque quadruplé, il n'y aurait pas d'élections sincères sans une discussion complète de tous les candidats nouveaux.

C'est pour cela que nous prolongeons jusqu'au 5 avril prochain les élections de la Garde nationale.

Le Gouvernement provisoire accomplit son devoir, citoyens, c'est à vous, à faire le vôtre. Organisez vos candidatures sans perdre de temps; songez dès aujourd'hui à vos choix pour l'Assemblée nationale; préparez-vous par une attention virile à l'exercice sérieux de vos droits; comprenez combien il importe à la patrie que les gardes civiques reçoivent un complet développement; comprenez combien il est nécessaire que la puissance provisoire du Gouvernement soit remise aux représentants du Peuple librement discutés, librement choisis par lui. Prouvez par votre activité que vous avez, non pas seulement le sentiment de votre souveraineté, mais que vous en possédez l'intelligence. Conservez ce calme, cette union qui ont donné à tous vos mouvements un si noble caractère. Portez enfin dans les opérations électorales cet accord, cet ensemble dont votre manifestation d'hier a été un si éclatant symbole.

Encore une fois, le Gouvernement provisoire vous en remercie.

Les membres du gouvernement provisoire :

DUPONT (de l'Eure), FLOCON, MARRAST, ALBERT, LAMARTINE, LEDRU-ROLLIN, CRÉMIEUX, MARIE, LOUIS BLANC, ARAGO, GARNIER-PAGES.

Le Secrétaire du Gouvernement provisoire, PAGNERRE.

Effectif des légions de Paris au 18 mars 1848.

LÉGIONS.	EFFECTIF au 1 ^{er} février	INSCRITS du 1 ^{er} février au 18 mars.	TOTAL.
1 ^{re}	4,599	10,000	14,599
2 ^e	7,605	7,395	15,000
3 ^e	5,082	2,918	8,000
4 ^e	3,978	8,053	1,21
5 ^e	4,753	15,230	19,983
6	6,230	21,910	28,140
7	4,743	12,604	17,347
8 ^e	4,901	15,199	20,100
9 ^e	2,382	6,413	8,795
10 ^e	5,406	4,997	10,403
11 ^e	3,954	13,320	17,274
12 ^e	3,118	15,509	18,627
	56,751	133,548	190,299

Le Gouvernement provisoire,

Vu l'effectif des citoyens inscrits sur les contrôles nouveaux de la Garde nationale,

Arrête :

Les élections de la Garde nationale pour Paris et la Banlieue commenceront le 5 avril prochain.

DÉCRET.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire décrète :

Un monument sera élevé au maréchal Ney sur le lieu même où il a été fusillé.

Fait en conseil de gouvernement le 18 mars 1848.

Les Membres du gouvernement Provisoire,

Dupont (de l'Eure), Arago, Albert, Crémieux, Flocon, Garnier-Pagès, Lamartine, Louis Blanc, Marrast, Marie, Ledru-Rollin.

COMMISSION DE GOUVERNEMENT POUR LES TRAVAILLEURS.

Les délégués des ouvriers de diverses professions sont invités à se réunir demain dimanche, 19 mars, à 2 heures 1/2, au palais national du Luxembourg.

Seront seulement admis à cette réunion spéciale, et sur la présentation d'un billet de convocation qui leur a été adressé, les délégués dont les noms ont été publiés dans le *Moniteur* du 11 mars 1848, et dont les pouvoirs se trouvent vérifiés par cette publication.

Les délégués qui ont justifié de leurs pouvoirs postérieurement au 10 mars, et dont les noms seront publiés dans une liste supplémentaire, ne seront point admis à cette séance, mais ils seront admis aux séances suivantes, après que leurs pouvoirs auront été vérifiés par l'insertion des noms dans le *Moniteur*. A cet effet, tous ceux qui n'ont pas encore produit leurs titres sont invités à les faire parvenir sans délai à la Commission, afin que cette liste supplémentaire puisse être publiée sans retard.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE.

Le comptoir national d'escompte a été constitué définitivement aujourd'hui. M. Pagnerre, directeur délégué du Gouvernement Provisoire, a adressé au Conseil d'administration et au Conseil d'escompte, réunis sous sa présidence, le discours suivant :

Citoyens,

La monarchie a légué à la République d'immenses difficultés financières : le crédit public à relever, le crédit privé à rétablir, une banqueroute universelle à conjurer.

La République accepte courageusement ce legs onéreux. Elle seule peut y faire honneur. Il n'y a qu'un Gouvernement sorti du vœu de tous, ralliant l'unanimité des volontés et des efforts, qui ait en

lui des éléments d'ordre et de force assez puissants pour tenter utilement une si difficile entreprise.

Après avoir proclamé de nouveau les grands principes de la souveraineté de tous les droits, de tous les intérêts, le Gouvernement Provisoire a, dès son origine, cherché les moyens d'étendre le bienfait de ces dogmes régénérateurs aux plus hautes comme aux plus humbles sphères de l'activité sociale.

A côté des paroles, les actes; à côté des principes la réalisation.

Au point de vue des finances de l'État, vous savez ce que le Gouvernement a déjà fait : les services publics sont assurés, les engagements sont garantis; et, pour l'avenir, il vient substituer, au système de déficit qui aboutit fatalement à la banqueroute, le système de l'équilibre, source nécessaire de la sécurité et de la prospérité de tous les intérêts.

Au point de vue de l'industrie privée, du commerce, de l'agriculture, il vient inaugurer une pratique nouvelle : l'égalité de toutes les forces productrices devant les bienfaits du crédit.

L'institution nationale des comptoirs d'escompte complétée par l'établissement de sous-comptoirs qui correspondront à des catégories spéciales d'industries, s'étendra bientôt à tous les points du territoire.

Ainsi, universalisant le crédit, elle mobilisera en numéraire et en signes représentatifs toutes les valeurs qui, faute de pouvoir entrer dans la circulation, restent aujourd'hui stagnantes et improductives. Ainsi, réalisant une pensée de justice et d'égalité vraiment démocratique, elle fera tomber la proscription impie dont les prolétaires du commerce, de l'industrie et de l'agriculture ont été frappés jusqu'à présent.

Le comptoir d'escompte étant fondé sur le principe de l'assurance mutuelle de l'État, de la commune, de l'individu, associant les forces publiques, municipales et individuelle, son capital s'accroîtra très-prochainement dans la proportion nécessaire pour faire face à tous les besoins.

Voilà, citoyens, les principes qui ont déterminé la création du comptoir national d'escompte, auquel vous êtes appelés à prêter le concours incessant de vos lumières et de votre patriotisme. Ces principes, vous ne les oublierez jamais; ils vous guideront dans toutes vos opérations. Vous nous rappellerez que leur rigoureuse application est la condition même de la coopération désintéressée du Trésor et de la ville de Paris.

Pour nous, dont le dévouement seul n'est pas au-dessous de la mission qui nous a été confiée par le Gouvernement comme un témoignage de sa vive sollicitude pour les légitimes intérêts de l'industrie; pour nous qui, en acceptant cette mission, avons limité la durée de notre concours personnel à la durée des épreuves difficiles qui nous restent à traverser, nous saurons maintenir l'esprit dans lequel a été conçue l'institution nationale des comptoirs d'escompte. Notre mandat est tout politique, et nous sommes profondément convaincus que votre appui ne nous manquera jamais dans l'accomplissement des devoirs qui nous ont été imposés par la nécessité des circonstances.

Ces établissements, destinés surtout, nous ne saurions trop insister sur ce point, à porter aide et secours au commerce intermédiaire, au commerce de détail, à la petite industrie, aux travailleurs enfin, doivent être en parfaite harmonie avec nos institutions nouvelles; ils doivent républicaniser le crédit. (Très bien, très bien.)

Après ce discours, le Conseil d'administration et le Conseil d'escompte ont commencé immédiatement les opérations du Comptoir.

Le 17 mars sera une des plus grandes journées de la Révolution; jamais bataillon discipliné d'une armée aguerrie n'ont manœuvré avec autant de précision, avec autant d'ordre que les 150,000 hommes qui se sont rendus hier des Champs-Élysées à l'Hôtel-de-Ville. Rangés sur dix ou douze de front, les travailleurs la plupart en blouse

LE RÉVEIL DU PEUPLE DE 1848.

bleue, marchaient d'un pas régulier et résolu, sans bruit, sans clameur et sous différentes bandières de leurs corporations, mais dans un même sentiment et sous une devise unique.

Arrivés sur la place de l'Hôtel-de-Ville, ils l'ont occupée, ils l'ont couverte en un instant; mais, bien que la place fût entièrement remplie de monde, une foule compacte inondait encore les quais depuis la Grève jusqu'aux Tuileries.

Devant chacune des portes de l'Hôtel-de-Ville, un espace avait été ménagé pour les entrées les sorties; c'étaient comme des rues formées par des hommes, de sorte qu'à travers les quarante mille travailleurs qui se trouvaient massés sur le pavé de la Grève, il était aussi facile de circuler qu'à travers les allées d'un jardin. Des chants et des cris patriotiques n'ont cessé de retentir durant la longue attente que le peuple a subie avec une patience admirable. A deux heures environ, le Gouvernement provisoire a paru sur les marches de l'Hôtel-de-Ville au bruit du tambour qui battait aux champs, et aux acclamations immenses de la multitude. Des tables ayant été déposées au bas de l'escalier, les membres du Gouvernement provisoire y sont montés, et la foule ne les a pas plutôt aperçus, que des milliers de bras se sont levés agitant des chapeaux, tandis que l'air était ébranlé par les cris d'enthousiasme tels que Paris n'en a jamais entendus.

M. Louis Blanc, après avoir demandé par signe un instant de silence, a harangué le peuple, qui, après une salve d'applaudissements, s'est retiré en bon ordre, se dirigeant vers la place de la Bastille.

Telle a été cette manifestation vraiment imposante et à laquelle aucune autre ne fut jamais comparable, tant la foule était grande, unie, rangée, forte et pacifique.

Le soir, les rues et les quais ont été illuminés comme dans une nuit de fête.

Ceux qui ont vu de pareilles scènes ne les oublieront jamais. Le 17 mars sera, nous le répétons, une des plus grandes, des plus mémorables journées de la Révolution, un des jours fastes de la République.

M. Falleul, marchand boulanger, rue Ménilmontant, 84, écrit au Gouvernement provisoire qu'il a payé l'année entière d'impôts d'avance, et que si, dans la crise financière actuelle, le Gouvernement jugeait à propos de doubler immédiatement les contributions, lui et plusieurs de ses confrères viendraient encore avec plaisir au secours de la République.

DONS PATRIOTIQUES.

Le Gouvernement Provisoire a reçu plusieurs députations qui venaient offrir des dons volontaires à la République :

Les employés et ouvriers de la compagnie parisienne d'éclairage par le gaz, ont offert 777 fr. 05 c., montant d'une journée de travail.

Les employés de la maison Launay, Hautin et compagnie, fabricants de cristaux, ont offert 300 fr., produit d'une collecte faite entre eux.

Les employés de la maison de nouveautés de Pygmalion ont offert une journée de leurs appointements par mois, pendant toute la durée de l'année 1848.

Le citoyen Meugniot, volontaire de 1830, ancien sous-officier d'artillerie, contrôleur de fabrication attaché au chemin de fer de Lyon, avait déjà offert, en cas de guerre, le dixième de ses appointements. Depuis, en apprenant la situation financière léguée à la République par la royauté déchue, il a offert la somme de 800 fr. qu'il avait à la Caisse d'épargne.

Le *Moniteur* de ce matin publie la note suivante sur la démonstration d'hier :

Une magnifique démonstration a eu lieu aujourd'hui à Paris. Dans la journée d'hier, une faible minorité de la garde nationale s'était répandue dans les rues, avait marché vers l'Hôtel-de-Ville, en faisant entendre contre le ministre de l'intérieur des cris menaçants. Cet égarement de quelques esprits

avait agité la population, et dans tous les rangs du peuple la résolution fut prise de répondre à d'imprudentes manœuvres par une imposante protestation.

Dès le matin, les Champs-Élysées étaient couverts d'une foule compacte, et bientôt, depuis la Madeleine jusqu'à la Bastille, un cortège immense s'avancait en ordre et dans tout le calme de la force, faisant retentir leurs cris d'enthousiasme. Plus de 100,000 hommes étaient réunis dans une même pensée. Après s'être présentés à l'Hôtel-de-Ville, où ils furent harangés successivement par plusieurs membres du Gouvernement provisoire, ils se détachèrent par groupes et se dirigèrent vers le ministère de l'intérieur. Le groupe principal, formé d'environ 10,000 hommes, pénétra dans la cour de l'hôtel, portant des drapeaux et poussant des cris de joie.

Le ministre se porta au devant d'eux, et debout, sur le perron, les remercia chaleureusement de leur sympathique démarche.

Il nous est impossible de reproduire les élans d'une véritable éloquence qui répondirent aux acclamations de la foule. Le passage suivant beaucoup affaibli par un récit fait de mémoire a été salué par les plus énergiques applaudissements :

« Vous demandez l'éloignement de l'armée. Sans doute, citoyens, lorsque l'armée se fait l'instrument de la tyrannie, lorsqu'elle se constitue en garde prétorienne, elle mérite la haine des hommes de cœur, des amis de la liberté. Mais en est-il bien ainsi de nos braves soldats? Se sont-ils montrés disposés à combattre pour les oppresseurs? Assurément, citoyens, aucun de vous ne doutera de la bravoure de nos soldats, aucun ne doutera de leur force et de leur puissance.

« Mais, dans les journées de février, l'armée n'a pas voulu combattre; elle a fraternisé avec nous, et a regardé fuir sans escorte cet aveugle monarque qui voulait resserrer nos chaînes. C'est que l'armée, mes amis, c'est le peuple; les soldats, c'est nous, c'est vous, c'est tout le monde. (Bruyantes acclamations). Voudrez-vous repousser vos frères? Voudrez-vous proscrire, mettre au rang des parias des hommes qui sont votre sang, votre âme, une partie de vous-mêmes. (Bravo! bravo!) Non, citoyens, de pareils sentiments d'injustice, de méfiance, d'exclusion, ne sont pas en vous. Faire revivre des classifications, des catégories entre citoyens, serait une déplorable erreur. (C'est vrai! c'est vrai!)

« Et d'ailleurs, pourquoi a-t-on invoqué l'intervention, non pas d'une armée, mais de deux ou trois régiments? Ce n'était pas pour une autre raison que pour soulager la garde nationale. Nous vous remercions tous de votre zèle, nous remercions la garde nationale tout entière de cette admirable activité qui a maintenu le calme dans la grande cité. Mais nous ne devons pas abuser de votre bonne volonté, et c'est pour cela que nous avons appelé auprès de vous vos frères de l'armée! (Bravo! bravo!)

« Élevons donc notre voix en faveur de cette armée; c'est elle qui, dans nos jours d'humiliation, a sauvé en Algérie l'honneur de la patrie. Pendant que la France, livrée à l'étranger par les gouvernants qui viennent d'être chassés, était exposée à des hontes continues, l'armée, missionnaire de la civilisation, portait haut le drapeau français et faisait reconnaître à des peuples barbares les grandeurs de notre patrie (longues acclamations). Oublions donc, mes amis, de fâcheuses méfiances, et vous serez justes; vous serez bons citoyens, vous montrerez que vous êtes tous unis dans une même pensée en criant avec moi : *Vive l'Armée!* (Longs cris d'enthousiasme. *Vive la République! Vive Ledru-Rollin!*)

A NOS FRÈRES.

La manifestation qui vient d'avoir lieu, Frères, est le plus bel éloge qui puisse vous être fait. Quel spectacle imposant et digne que celui de deux cent mille citoyens marchant en ordre et par corporation, et allant assurer de nouveau au Gouvernement provisoire que les plus fermes

soutiens de la République seront ces nombreux ouvriers intelligents et braves que Paris renferme dans son sein. Pourquoi faut-il que cette réunion ait eu lieu le lendemain du jour où une faible fraction de la garde nationale a été protestée contre un décret dont le sagesse et l'urgence ont été approuvées par tous? Pourquoi faut-il que d'insignifiantes questions d'uniforme ou d'ancienneté aient été agitées, au risque de troubler un moment l'union, la fraternité qui n'avaient cessé d'exister et jeter de la défiance sur quelques-uns. C'est là qu'est le mal, ou plutôt c'est là ce qui aurait pu en devenir la source si les citoyens éclairés, et c'est le plus grand nombre, n'avaient compris que cette question résolue, elle devait être dans le plus complet oubli.

N'oublions jamais, frères, quoi qu'il survienne, qu'il arrive, que nous ne resterons fort que tant que nous serons unis. Ne célébrons donc pas ce jour comme une victoire, puisqu'il n'y avait pas d'ennemis, mais réjouissons-nous d'avoir vu un moment, calmes et forts, sans avoir à regretter la plus petite infraction à l'ordre public, plus de deux cent mille citoyens se donnant la main, et rappelons-nous, au jour du danger, que nous venons de jurer solennellement par cette manifestation que nous aurons toujours pour devise : Liberté, Égalité, Fraternité.

Le mauvais vouloir des entrepreneurs de bâtiments mérite d'être signalé à la presse indépendante. Aveuglés par les suggestions de l'intérêt personnel, ils refusent de souscrire aux justes exigences des travailleurs et pensent les obliger, par les châtiments, à rentrer dans leurs chantiers aux conditions qu'il leur plaira alors de leur imposer. Cette spéculation coupable sur la misère, cet appel immoral à la faim peut amener les événements les plus graves. Ils refusent les travaux sous prétexte de grève, et attendent l'arrivée des ouvriers qui chaque année descendent des provinces, pour obliger les réclamants à se repentir d'avoir invoqué le droit de vivre et réclamé le bénéfice de notre Révolution. C'est à l'autorité qu'il appartient de déjouer ces menées dont l'issue sera une guerre civile acharnée.

Correspondance des départements.

LA ROCHELLE, 15 mars. — Dimanche, 12 de ce mois a eu lieu, à la Rochelle, sur la place d'Armes, la proclamation solennelle de la République française par le citoyen Renou de Ballon, commissaire du gouvernement provisoire dans le département de la Charente-Inférieure.

Les ouvriers de la Rochelle, au nombre de six cents, se sont rendus dimanche matin à l'hôtel de la préfecture, pour donner acte au commissaire du gouvernement de leur franche et loyale adhésion au nouvel ordre de choses. Le discours qu'a prononcé, à cette occasion, l'un d'entre eux, témoigne de l'esprit de sagesse qui anime les ouvriers de notre ville.

— On écrit de Saint-Dizier :

Dimanche on s'est livré à des excès dans notre ville; la population des faubourgs s'est portée dans les bureaux de l'administration des contributions indirectes; les registres en ont été enlevés et lacérés. A la fin de la journée le calme était rétabli.

— Notre correspondant de Gand nous annonce que l'ordre, qui avait été un instant troublé dans cette ville, est entièrement rétabli.

— Le *Journal de la Somme* nous apprend que des troubles ont éclaté à Amiens dans la journée du 15. Ces troubles ont eu pour prétexte une discussion entre les maîtres et les ouvriers. Pendant qu'une conférence très-calme avait lieu à l'Hôtel-de-Ville entre les délégués des maîtres et des ouvriers, les groupes se sont répandus à travers la cité et sur les boulevards; la troupe les a plusieurs fois dispersés, mais ils se réunissaient un instant après, et ils n'ont cessé de parcourir la ville qu'à minuit. Dans ce tumulte, aucune manifestation sérieuse n'a éclaté.

Dix à douze personnes ont été arrêtées et conduites à la citadelle. Une information judiciaire est commencée.

— On écrit de Marseille,

Une société dont les membres appartiennent tous à la corporation des portefaix, vient d'émettre un

grand nombre de pain, viande et autres comestibles.

— La cour suprême s'est occupée d'une demande de renvoi devant une autre cour de l'affaire Léotade, pour cause : 1^o de manque de liberté des juges ; 2^o de suspicion légitime. Après le rapport du conseiller-rapporteur et la plaidoirie de l'avocat de la partie, M. le procureur-général Dupin a réfuté tous les faits et motifs allégués à l'appui de la demande, il a conclu au rejet pur et simple. La cour s'est réunie en chambre du conseil et a rejeté la demande. (*Mémorial Bordelais*).

— M. Sauzet, ancien président de la chambre des Députés, a requis son inscription sur le tableau des avocats à la cour d'appel de Paris. Il est, dit-on, actuellement à Lyon.

— On nous écrit de Nîmes :

Nous avons assisté avant-hier dimanche à un de ces spectacles que l'on ne peut voir qu'à Nîmes ou à Rome. Notre vieil amphithéâtre offrait le même coup-d'œil qu'aux jours de sa splendeur première : chaque place était occupée, chaque précinction contenait mille personnes, et nous qui sommes accoutumés à voir dans les arènes ces immenses réunions, nous ne nous rappelons pas que des spectateurs aussi nombreux en aient jamais rempli l'enceinte. La grande fête nationale qu'offrait au public la commission municipale qui assistait au spectacle, ainsi que l'honorable commissaire du gouvernement, M. Teulon, n'a pas été troublée. Un accident imprévu a un moment porté l'effroi dans le cœur de nos concitoyens, alors qu'une apothéose républicaine allait terminer le spectacle. Tout d'un coup, et comme par enchantement, le théâtre improvisé construit au milieu du cirque et surchargé par une masse compacte d'acteurs et de curieux, s'est écroulé sous le poids qu'il ne pouvait supporter. Un immense cri de terreur s'est échappé de toutes les poitrines, mais la joie s'est vite répandue sur tous les visages quand on a pu se convaincre que, par un hasard providentiel et miraculeux, personne n'était assez grièvement blessé pour recourir au médecin.

Dans la soirée des feux d'artifice ont été tirés sur le Cours-Neuf et sur la place de la Maison-Carrée, au milieu d'une foule innombrable qui s'est ensuite paisiblement écoulée. Le calme de notre population a été admirable.

— On écrit de Lyon :

On croit qu'un assez grand nombre de repris de justice ont profité du trouble des jours passés pour se glisser dans les rangs de la population ; c'est à eux qu'on attribue l'initiative et la part principale dans la plupart des dévastations dont Lyon et les localités environnantes ont été le théâtre dans ces derniers temps.

Pour préserver la population saine de ce contact et de ces instigations funestes, on demande que l'autorité fasse publier et afficher une liste de tous les repris de justice soumis à la surveillance de la police, et dont le séjour dans notre ville a été autorisé, et qu'à cette liste soit joint le signalement de ceux qui y seront compris.

Nouvelles étrangères.

ANGLETERRE. — Une grande démonstration charitable a eu lieu mardi dernier à Birmingham.

Une adresse, exprimant les plus vives sympathies pour la révolution française, a été adoptée.

Nous remarquons les paroles suivantes, prononcées par M. Balwin :

« Je félicite le gouvernement provisoire d'avoir aboli la peine de mort pour délits politiques. Cela est noble. Qu'a fait le duc de Wellington quand son armée environnait Paris ? A-t-il protégé les auteurs de délits politiques ? Non, il a laissé fusiller le maréchal Ney. Je dirai seulement que j'aimerais mieux être républicain français que le duc Wellington. »

À Dublin, le gouvernement anglais est toujours sur le qui-vive ; des troupes arrivent chaque jour pour renforcer la garnison, et l'on assermente un grand nombre de citoyens comme comptables spéciaux. On assure que des poursuites judiciaires vont être dirigées contre M. Mitchell, propriétaire du journal *United Irishman*.

Le *Daily News* attribue le brusque départ d'Angleterre du duc et de la duchesse de Montpensier

à la découverte d'une correspondance trouvée aux Tuileries.

(*Estafette*.)

ALLEMAGNE. — Un symptôme grave vient de se manifester dans l'Allemagne du Sud : c'est une guerre de paysans contre les nobles, qui a éclaté dans le Wurtemberg, et précisément dans les mêmes lieux qui ont été le théâtre de la guerre des paysans en 1826. La résistance que la noblesse a constamment apportée à l'abolition, moyennant rachat, de certains droits féodaux, et la rigueur des lois de classe, ont donné naissance à des armées de paysans dont le nombre est naturellement exagéré par la peur ou par la distance.

Les gouvernements wurtembergeois et badois prennent des mesures énergiques contre cette levée de boucliers. Tous les gens sensés espèrent que lorsque force sera restée à la loi, la législature de Wurtemberg prendra enfin la résolution de mettre les rapports sociaux plus en rapport avec l'esprit du siècle.

La municipalité de Berlin a été reçue par le roi, elle a demandé l'achèvement de la constitution prussienne, une représentation plus vraie de la nation aux états-généraux, et pour les états-généraux eux-mêmes voix délibérative dans toutes les questions.

ITALIE. — Le roi de Naples a capitulé. Il vient d'envoyer l'ordre nécessaire pour la remise de la citadelle de Messine aux Siciliens ; sans doute, conseillé par la gravité des événements, Ferdinand a également souscrit aux justes exigences de la Sicile.

Le royaume de Naples et de Sicile auront désormais deux administrations séparées.

Le nouveau ministère est constitué à Turin ; nous voyons à sa tête MM. Laurent Pareto, Vincent Ricci et César Bulbo, qui ont toute la confiance du parti progressif. (*Presse*.)

Nouvelles Diverses.

Le ministre de l'intérieur a nommé une commission pour l'examen des questions qui se rattachent aux travaux faits et à faire au monument de Napoléon aux Invalides :

Cette commission se compose des citoyens :

Jeanron, directeur des musées.

David (d'Angers), sculpteur.

Barye, id.

Drolling, peintre.

Charpentier, architecte.

Labrousse, id.

Albert Lenoir, id.

Gustave Planche, homme de lettres.

Delaunay, id.

Maret, entrepreneur.

Labouré, id.

Girardièrre, vérificateur.

Rondelet, conservateur du dépôt des marbres.

— Le ministre de la guerre vient de prendre une décision en vertu de laquelle les armes à percussion qui se trouvent dans les arsenaux de l'état ne pourront plus être délivrées à la garde nationale, et surtout exclusivement réservées à l'armée.

Quant aux armes de ce genre qui auraient déjà été remises aux autorités civiles pour l'armement des gardes nationales, elles seront réintégrées dans les mains de l'autorité militaire, qui fera en échange délivrer des armes de l'ancien système.

— Au moment de la prise des Tuileries, il a été trouvé dans le palais, en diamants, bijoux, argent monnayé, etc., une valeur de plus de trois millions. Tous ces objets furent déposés dans une baignoire se trouvant dans l'appartement de la duchesse d'Orléans, et reconvertis d'une simple couverture. On plaça le tout sous la garde d'un homme en haillons, et, lorsqu'on vint pour emporter ces objets, ils furent reconnus intacts ; la couverture même n'avait pas été dérangée de place.

Cet homme n'avait pas même eu l'idée de la tentation.

Grandeur et simplicité !

— Les étrangers établis et domiciliés dans le département de la Seine, qui ne sont pas naturalisés Français et qui ont le droit de l'être, sont invités à se rendre de suite rue Neuve-Saint-Eustache, 21, où l'on signe une pétition adressée au Gouverne-

ment provisoire, pour obtenir cette naturalisation sans frais.

— Dans la vue de seconder l'élan patriotique qui se manifeste avec tant d'ardeur sur tous les points de la France, le ministre de la guerre rappelle que les engagements volontaires sont ouverts pour tous les corps de l'armée.

Ainsi, tout Français réunissant les conditions exigées par la législation en vigueur pour être admis sous les drapeaux de la République peut se présenter au commandant du dépôt de recrutement de son département pour obtenir, s'il y a lieu, le certificat d'acceptation avec lequel il sera admis, par le maire du chef-lieu de canton, ou à Paris par le maire de son arrondissement, à contracter un engagement volontaire, afin d'entrer immédiatement dans les rangs de l'armée appelée à défendre glorieusement notre indépendance et nos frontières, si elles étaient menacées.

— Voici un bon exemple donné par des ouvriers typographes de Paris. Ils viennent d'offrir au gouvernement une journée de leur salaire. Du reste, nous reproduisons le texte d'une affiche annonçant cette œuvre de désintéressement :

REPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Egalité, Fraternité.

Appel aux travailleurs,

Citoyens,

La situation déplorable dans laquelle la royauté déchu a laissé nos finances, la difficulté où se trouve le Gouvernement provisoire de la République de faire face à toutes dépenses du moment, font un devoir à tout bon citoyen de venir en aide au Gouvernement proclamé par le peuple dans la journée mémorable du 24 février.

En conséquence, les ouvriers de l'imprimerie du citoyen L. Martinet, voulant donner une idée de la confiance que la classe ouvrière a dans le Gouvernement, ont versé dans les caisses du Trésor, le montant d'une journée de travail.

Puissiez-vous, citoyens confrères de tous les états, qui travaillez, suivre notre exemple, et porter chacun votre offrande au Trésor.

Nul doute qu'un tel acte de dévouement ne trouve des imitateurs dans le commerce et parmi les riches, et ne ramène ainsi la confiance indispensable à la prospérité de tout état.

VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Signé : les Ouvriers de l'Imprimerie L. Martinet.

On lit dans le *Moniteur* :

Prenant en considération les grands services rendus, à diverses époques, par la garde nationale, dans la défense du territoire, et le rôle si important qu'elle serait appelée à y jouer au jour du danger, le Gouvernement provisoire a pris la décision suivante :

Les commandants de la garde nationale sédentaire et de la garde nationale mobile de la Seine assisteront, avec voix délibérative, aux séances de la commission de défense nationale, toutes les fois que cette commission aura à délibérer sur des questions relatives au service et à l'emploi de ces gardes nationales.

Les membres du bureau du Club des Intérêts du Peuple sont priés de se présenter au bureau du *Réveil du Peuple* pour y réclamer des papiers que nous présumons devoir leur appartenir.

AVIS.

— A cause des derniers événements de l'Allemagne, les démocrates allemands résidant à Paris sont invités à se rendre dimanche, 19 mars, à une heure précise, place de la Madeleine, et de là plaine Monceaux.

Le délégué de la Société : VICTOR ROZIER.

IMPRIMERIE DE EDOUARD BAUTRUCHE, 90, rue de la Harpe.